

Belgium-Liège: Furniture
OJ S 80/2023 24/04/2023
Contract notice
Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Liège - Instruction Publique
National registration number: 0207.343.933_511057
Postal address: Quai de la Batte 10, 3ème étage
Town: Liège
NUTS code: BE332 Arr. Liège
Postal code: 4000
Country: Belgium
E-mail: ayildiz@ecl.be
Telephone: +32 42218509

Internet address(es):

Main address: <http://www.ecl.be>
Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=479695>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=479695>
Additional information can be obtained from the abovementioned address
Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be/etendering/viewWorkspacesBasedOnExtUrl.do?wsName=Li%C3%A8ge+-+IP-002b-2023-F02>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

Education

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Marché d'équipements en mobilier sur catalogues
Reference number: Liège - IP-002b-2023-F02_0

II.1.2. Main CPV code

39100000 Furniture

II.1.3.

Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Tous types de mobiliers neufs pour les crèches et les classes de tous niveaux d'enseignement et services administratifs des crèches et des écoles

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 600 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: yes
Tenders may be submitted for all lots

II.2. Description

II.2.1. Title

Mobilier divers
Lot No: 1

II.2.2. Additional CPV code(s)

39150000 Miscellaneous furniture and equipment, 39160000 School furniture

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE332 Arr. Liège
Main site or place of performance: Liège, territoire communal (principalement)

II.2.4. Description of the procurement

Livraison, installation, montage des équipements dans les établissements

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1 100 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48
This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

II.2. Description

II.2.1. Title

Mobilier administratif

Lot No: 2

II.2.2. Additional CPV code(s)

39130000 Office furniture

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE332 Arr. Liège

Main site or place of performance: Liège, territoire communal (principalement)

II.2.4. Description of the procurement

Livraison, installation, montage des équipements dans les établissements

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 500 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Conformément à l'article 73 de la loi du 17 juin 2016, lors du dépôt des demandes de participation ou d'offres, selon le cas, les candidats ou soumissionnaires produisent le Document unique de marché européen sauf en cas de recours à la procédure négociée sans publication préalable dans les cas visés à l'article 42, § 1er, 1°, b), et d), 2°, 3°, 4°, b) et c°) de la loi, qui consiste en une déclaration sur l'honneur propre actualisée et qui est accepté par le pouvoir adjudicateur à titre de preuve a priori en lieu et place des documents ou certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers pour confirmer que le candidat ou soumissionnaire concerné remplit, toutes les conditions suivantes:

1° qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations, visées aux articles 67 à 69, qui doit ou peut entraîner l'exclusion des candidats ou de soumissionnaires ;

2° qu'il répond aux critères de sélection applicables qui ont été établis conformément à l'article 71 ;

3° que, le cas échéant, il respecte les règles et critères objectifs relatifs à la réduction du nombre de candidats qui ont été établis conformément à l'article 79.

Format électronique du DUME :

L'utilisation du DUME électronique est rendue obligatoire à partir du 18 avril 2018 par l'AR du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions.

Conformément à l'Art. 76, § 1er de l'AR du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics, le non dépôt du DUME avec la demande de participation ou l'offre constitue une irrégularité substantielle et donc la demande de participation ou l'offre est rejetée.

Recours aux capacités de tiers pour la sélection qualitative :

Conformément à l'article 73, §2 de l'AR de passation, lorsque le candidat ou le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités pour sa sélection, le candidat ou le soumissionnaire, selon le cas, répond à la question reprise à la partie II, C, du DUME visé à l'article 38. Il mentionne également pour quelle part du marché il fait appel à cette capacité et quelles autres entités il

propose sans sa demande de participation et/ou son offre.

Veillez fournir pour chacune des entités concernées un formulaire DUME distinct contenant les informations demandées.

Groupement d'opérateurs économiques :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, y compris s'il s'agit d'une association momentanée, un DUME distinct indiquant les informations requises est remis par chacun des opérateurs économiques participants.

Motifs d'exclusion :

Dans la partie III : Répondez aux questions des points A, B, C et D

Indiquer les bases de données où le pouvoir adjudicateur peut accéder gratuitement à ces données le cas échéant dans un Etat membre de l'UE:

B Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale

Pour les soumissionnaires belges indiquer le site web de Télémarc où le pouvoir adjudicateur peut accéder à ces données

C Motifs liés à la faillite et situations similaires

Accès au site du DUME et marche à suivre :

- Rendez-vous sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd?lang=fr>, et choisissez votre langue.
- A la question 'Qui êtes-vous', répondez 'Je suis un opérateur économique'.
- A la question 'Quelle action souhaitez-vous effectuer?', répondez 'Générer réponse'.
- A la question 'Sélection', 'Souhaitez-vous utiliser les critères de sélection A à D?' Répondez OUI

- Complétez votre pays et cliquez sur suivant.

- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des parties 'Procédure' et 'Exclusions'.

- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' en bas de page.

Vous arrivez sur votre DUME complété que vous pouvez télécharger au format XML et PDF pour être joint à votre offre.

Demande de justificatifs et informations complémentaires :

Le pouvoir adjudicateur peut demander à des candidats et soumissionnaires, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

souscription d'une assurance contre les risques professionnels

Minimum level(s) of standards possibly required:

minimum 70.000 EUR (pour le lot 1 et/ou 2)

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Livraisons :

Une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant minimum repris ci-

dessous par année civile, la date et le destinataire public ou privé

ET

Labels :

une attestation émise par un institut ou service accrédité chargé du contrôle de la qualité et/ou du droit environnemental,

reconnu compétent, et établissant la conformité identifiée de produits par des références à certaines spécifications ou normes.

Les certificats établis par les autres états-membres sont reconnus :

- Soit la preuve qu'il respecte certaines normes en lien avec le droit environnemental en justifiant la production d'un certificat

en matière de chaîne de conservation des fibres de bois, conformément aux labels FSC, PEFC ou équivalent, de gestion

forestière durable ou label NF environnement ou équivalent (produits de finition de la famille des peintures et composants

en polymères plastiques qui ne contiennent pas de nanomatériaux manufacturés ajoutés intentionnellement dans le but

d'apporter une nouvelle fonctionnalité),

- Soit la preuve qu'il respecte certaines normes européennes en matière de qualité relative à la sécurité des produits

(rembourrage, solidité, protection enfants, protection contre les coupures...).

Minimum level(s) of standards possibly required:

Pour les livraisons :

- Pour le lot 1 :

Sous peine de nullité de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il a livré par année civile au minimum 100.000,00 EUROS

TVAC de mobilier divers destinés aux écoles ou aux crèches. Dans cette liste détaillée, devront apparaître au minimum 4

livraisons d'au moins 3.000,00 EUR.

- Pour le lot 2 :

Sous peine de nullité de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il a livré par année civile au minimum 50.000,00 EUROS

TVAC de mobilier administratif. Dans cette liste détaillée, devront apparaître au minimum 2 livraisons d'au moins 1.500,00 EUR.

ET POUR LE LABEL : 1 ATTESTATION (pour le lot 1 et/ou 2)

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system**IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)**

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information**IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate**

Date: 25/05/2023 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates**IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted**

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 30/01/2024

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 25/05/2023 Local time: 10:00

Place:

La Batte 10 - 4000 Liège

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

Telephone: +32 22349611

VI.5. Date of dispatch of this notice

19/04/2023